

## **Avec le Plan santé, le « nouveau monde » poursuit la vieille logique : restructurations, fermetures d'activité et d'hôpitaux !**

Le Président Macron vient de présenter son « plan santé ». Celui-ci constitue la base de sa « *stratégie de transformation du système de santé* ». En introduction, après avoir dressé un constat de la situation, le chef de l'Etat a d'emblée indiqué que « *Nous n'avons pas un problème de sous-financement, mais un souci d'organisation* ».

Il s'agit d'une vieille lune employée par les ministres de la santé précédents qui utilisaient cette formule afin de ne répondre, ni aux revendications des personnels, ni aux besoins criants des établissements hospitaliers. Ces derniers étant pressurés par un ONDAM limitatif et confrontés aux contrats de retour à l'équilibre financier imposés par les ARS. Voilà la réalité de la déconstruction de notre système de santé et de l'hôpital public organisée par un financement contraint au détriment de la prise en charge des patients et des conditions de travail des personnels.

Le Président de la République et la Ministre de la Santé entendent revoir la *carte sanitaire* dans laquelle les établissements seraient classés en trois catégories. En d'autres termes, il s'agit d'accélérer les redéploiements, les restructurations, les fermetures d'activités, au nom « *d'une nouvelle organisation des soins de proximité et de qualité* ». Les GHT intégratives sont en cours, notamment par la mise en place d'une Commission Médicale d'Etablissement du groupement.

FO Santé condamne cette marche en avant des fusions, rendues possibles par un « *droit d'option* » pour les GHT afin « *d'expérimenter de nouveaux modes de gouvernance, mutualiser de nouvelles compétences ou simplifier la procédure de fusion des établissements* ». Cette orientation aura pour conséquence la baisse de l'offre de soins et la mobilité forcée pour les personnels.

Quant aux 400 millions d'euros supplémentaires annoncés au PLFSS 2019, ils ne compenseront qu'en partie les 2,01 milliards d'euros d'économies en 2019 décidés par la CNAM et le gouvernement pour tenir l'ONDAM qui était fixé initialement à 2,3%. La stricte reconduction des moyens nécessiterait une augmentation de 4%.

Il est donc facile de présenter la T2A comme étant le principal responsable du manque d'efficacité du système de santé, c'est bien l'enveloppe fermée et limitative qui a pour conséquence les difficultés qu'ont les établissements dans le financement de leur activité. La question centrale demeure donc l'attribution des moyens en fonction des besoins de la population.

Par ailleurs, si le gouvernement reconnaît que le système de soins tient grâce au dévouement du personnel, comme cela a, encore, été le cas avec la canicule, il n'y aura de reconnaissance « *indiciaire* » que pour une partie des agents, à savoir les aides-soignants exerçant en EHPAD. FO n'accepte pas que l'on divise les personnels qui font tous partie de la Fonction Publique Hospitalière et qui ont le même statut.

FO s'oppose aux mesures de ce plan qui ne répondent aucunement aux revendications mises en avant dans les grèves des EHPAD en début d'année ou celles qui se succèdent en psychiatrie, comme dans les hôpitaux généraux. En outre, ces mesures vont justifier de nouvelles fermetures de lits, de services, d'activités, voire d'établissements.

FO revendique le maintien de tous les hôpitaux de plein exercice, l'arrêt des fermetures de lits et des suppressions de postes, l'abandon du plan d'économies de 1,2 milliards sur la masse salariale, l'augmentation générale des salaires des personnels hospitaliers et l'augmentation des effectifs pour retrouver des conditions de travail décentes.

L'appel à la grève interprofessionnelle du 9 octobre sera l'occasion d'exprimer clairement l'ensemble de ces revendications.